Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019

- **portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂**
- **modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques**

Avis du Conseil d'État

(1^{er} juin 2021)

Par dépêche du 2 avril 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que du texte coordonné du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 - portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ - modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, que le projet élargé tend à modifier.

Les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre des salariés et de la Chambre de commerce ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 23 avril, 27 avril et 12 mai 2021.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, demandé selon la lettre de saisine, n'est pas encore parvenu au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

Le traitement prioritaire du projet de règlement sous examen a été demandé étant donné que celui-ci envisage de prolonger les aides financières pour la promotion de la mobilité durable faisant partie intégrante de la stratégie nationale de relance face à la pandémie liée au Covid-19 intitulée « Neistart Lëtzebuerg » du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022.

Considérations générales

Le règlement grand-ducal en projet a pour objectif de prolonger les aides financières faisant partie du régime « clever fueren », destinées à favoriser les véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ dans le cadre du programme dit « Neistart Lëtzebuerg », en modifiant à cet effet le

règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 - portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ - modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Examen des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} prévoit à son point 3° l'insertion de trois nouveaux alinéas à l'article 1^{er}, paragraphe 4, du règlement grand-ducal précité du 7 mars 2019, visant à davantage cibler les primes à accorder.

Le point 1° maintient le niveau de la prime à 8 000 euros pour les véhicules automoteurs électriques purs dont la consommation ne dépasse pas les 180 Wh/km. Au point 3°, l'aide se trouve réduite à 3 000 euros pour les véhicules automoteurs électriques purs dont la consommation dépasse les 180 Wh/km.

Le point 2° introduit une exception à cet égard, prévoyant le maintien du bénéfice de l'aide à 8 000 même pour les véhicules automoteurs électriques dépassant la limite des 180 Wh/km, sous condition que le véhicule en cause ait au moins sept places assises et que le propriétaire ou le détenteur appartienne à un ménage se composant d'au moins cinq personnes. Selon les auteurs, il s'agit de maintenir un régime avantageux pour les familles nombreuses, en les encourageant d'acquérir un véhicule automoteur électrique même si la consommation de ce véhicule dépasse les 180 Wh/km.

Le Conseil d'État relève que le projet de règlement grand-ducal poursuit clairement une finalité environnementale, et qu'est ajoutée au point 2° sous revue une composante sociale. Dans une matière réservée à la loi en vertu des articles 99 et 103 de la Constitution, celle-ci constitue un élément essentiel devant figurer au niveau de la base légale, de sorte que le point en cause risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Articles 2 et 3

Sans observation.

Article 4

L'article sous revue prévoit une mise en application rétroactive du règlement grand-ducal en projet au 1^{er} avril 2021. Il peut être relevé que cette rétroactivité, visant à garantir la continuité du régime d'aides, ne pose pas problème en ce que le régime d'aides était auparavant limité au 31 mars 2021 et que les montants d'aide ne se trouvent réduits que pour les contrats conclus à partir du 1^{er} avril 2021.

Article 5

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Préambule

Le troisième visa relatif aux avis des chambres professionnelles est à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

Article 1^{er}

Au point 3^o, au paragraphe 4, alinéa 3, points 1^o et 2^o, les termes « Wh/km » sont à écrire en toutes lettres. Cette observation vaut également pour le point 2^o, *in fine*, où il faut écrire « cinq personnes ».

Au point 3^o, au paragraphe 4, alinéa 3, point 3^o, il y a lieu d'insérer le symbole « ° » après les numéros 1 et 2, et de supprimer les termes « ci-devant », pour écrire « points 1^o et 2^o ». Ces observations valent également pour le paragraphe 4, alinéa 4, point 3^o.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 22 votants, le 1^{er} juin 2021.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Christophe Schiltz